



Class, Education and Voting Behaviour in France

Gérard Grunberg

► To cite this version:

Gérard Grunberg. Class, Education and Voting Behaviour in France. La Lettre de la Maison Française d'Oxford, 1997, 8, pp.46-54. <hal-02557247>

HAL Id: hal-02557247

<https://hal.science/hal-02557247v1>

Submitted on 28 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Class, Education and Voting Behaviour in France

La question du vote de classe et de son éventuelle disparition est l'une des plus largement débattues dans la sociologie politique. Pour autant elle n'a pas perdu de sa pertinence. Nous ne reprendrons pas ici l'état de cette question mais tenterons à la lumière de l'exemple français, d'apporter notre propre contribution sur trois aspects particuliers liés au débat sur le désalignement de classe.

Le premier concerne la question des classifications socio-professionnelles utilisées, la seconde celle des apriori pas toujours explicites de la définition du vote de classe, notamment en cas de changement du système de partis, la troisième concerne le rôle du niveau d'éducation dans la structuration de la conscience de classe et dans le comportement électoral.

Cette courte contribution s'appuiera essentiellement sur les deux seules enquêtes scientifiques réalisées en France sur des élections législatives depuis le début des années soixante-dix, la première par le CEVIPOF, celle de 1978, la seconde par le CEVIPOF, le CIDSP et le CRAPS, celle de 1997. La proximité de ces dernières élections n'a pour l'instant permis qu'un premier traitement simple des données.

Le fait de travailler sur ces deux scrutins présente de nombreux avantages. Le premier est qu'il s'agit de deux élections de même type, différentes par plusieurs aspects des élections présidentielles qui ont été étudiées en 1988 et 1995 (D.Boy et N. Mayer eds, 1990 et 1997). Le second est que la période de près de vingt ans qui sépare ces deux scrutins permet de mesurer les évolutions longues. En outre dans les deux cas, il s'agit de consultations survenant alors que la droite est au pouvoir, ce qui permet de gommer en partie l'effet des oscillations électorales dues à la seule position d'exercer le pouvoir ou d'être dans l'opposition.

On sait en effet que l'une des difficultés majeures de la mesure des évolutions électorales est de faire la part des évolutions structurelles et des évolutions conjoncturelles largement induites par la position des partis au pouvoir ou dans l'opposition.

Enfin, l'intérêt d'une telle comparaison réside dans le fait qu'entre ces deux dates le système de partis français s'est profondément transformé avec le déclin du Parti communiste et surtout l'apparition électorale du Front national, le système bipolaire gauche-droite devenant un système tripolaire, gauche, droite modérée, extrême-droite. Cette transformation oblige à reformuler la définition du vote de classe.

Les classifications socio-professionnelles

Il n'est pas besoin de revenir ici sur la controverse à propos des mesures effectuées avec l'indice d'Alford (voir Bruno Cautrès et Anthony Heath, "déclin du vote de classe ? Une analyse comparative en France et en Grande-Bretagne" présentée à la journée organisée par l'OSC à Partis le 14 mars 1997 sur l'évolution des catégories socio-professionnelles et les déterminants de la stratification sociale). Nous partageons entièrement les critiques formulées par ces chercheurs et l'appel à utiliser les taxinomies socio-professionnelles les plus fines possible.

En France, l'utilisation courante des catégories sociales de l'INSEE (PCS) permet des analyses relativement fines. Cependant, en raison de la faiblesse relative des effectifs de la plupart des enquêtes courantes, l'habitude d'utiliser des regroupements (agriculteurs, artisans-commerçants-chefs d'entreprise, cadres et professions intellectuelles diverses, professions intermédiaires, employés et ouvriers) masque les différences importantes du point de vue du comportement électoral qui existent entre les catégories ainsi regroupées. Ces regroupements ont parfois une réelle signification sociologique et politique, parfois ils n'en ont pas.

L'important ici est de repérer au delà des catégories habituelles de véritables milieux socio-professionnels qui aient aussi une réalité politique. La mesure d'un vote de classe et d'un désalignement de classe est ainsi largement dépendante des classifications utilisées. C'est pourquoi nous avons ici adopté une classification détaillée en revenant comme les manuels salariés que sont les ouvriers, ces manuels indépendants que sont les artisans se reconnaissent aujourd'hui dans l'extrême-droite de manière croissante. Tandis que les ouvriers ont largement quitté la gauche au cours des vingt dernières années, les artisans, eux, ont quitté la droite modérée. En France, le clivage manuel / non manuel prendrait donc une réelle consistance politique et électorale.

Chez les professions intermédiaires et les employés, il est intéressant de noter que les personnels administratifs, qu'ils soient cadres moyens ou employés ont abandonné la gauche et dans une moindre mesure la droite modérée pour voter de manière importante pour le Front national. En revanche, les instituteurs, techniciens et professions de santé ont accru leur vote à gauche et sont moins sensibles à l'attraction du Front national. Remarquons également que les enseignants, qu'ils soient professeurs ou instituteurs, demeurent massivement fidèles à la gauche. Il convient donc de les regrouper dans une catégorie enseignants. Enfin, les contremaîtres ont un comportement proche des cadres supérieurs. Il est probable que la fonction d'encadrement pousse au vote en faveur de la droite modérée. Les employés de commerce votent nettement plus à gauche qu'il y a vingt ans. Encore une fois, la faiblesse des effectifs doit incliner à la prudence. Mais il est possible que la transformation de ce métier, avec le développement des chaînes de magasins et des grandes surfaces peut expliquer l'effondrement du vote en faveur de la droite modérée.

Ces données montrent que le regroupement en six grands groupes professionnels masque de grandes différences internes à ces groupes. Seules les catégories ouvriers et peut-être agriculteurs ont une réelle homogénéité. Pour le reste, il faudrait faire intervenir plusieurs critères (technique / administratif, manuel / non manuel, indépendant / salariés, public / privé, professions féminisées largement ou non, niveau de qualification, fonction d'encadrement...).

Comment définir le vote de classe ?

La notion de classe n'a pas perdu de sa pertinence à condition d'admettre certains préalables. Le premier concerne la classification politique adoptée. Si l'on regroupait le FN avec la droite par exemple, on pourrait affirmer que le vote de classe pour les ouvriers n'existe plus guère. En outre, pour les sociologues marxistes d'hier en France, le vote de gauche ne devait être considéré comme un vote de classe que s'il était donné au Parti communiste.

Si l'on observe l'évolution du vote ouvrier entre 1978 et 1997 en distinguant quatre orientations partisans, extrême-gauche et Parti communiste, Parti socialiste ou divers gauche ou écologistes, droite modérée et enfin Front National (voir tableau 2) il apparaît que la part du vote en faveur des socialistes ou de la droite modérée sont demeurées pratiquement sans changement en vingt ans (soldes apparents). La perte très

élevée du parti communiste (-27 points) a profité intégralement au Front national.(+27 points). Sur la longue période et dans des conjonctures électorales et politiques comparables, la droite modérée n'a donc pas bénéficié de l'effondrement communiste. Doit-on considérer que le vote ouvrier en faveur du Front national est un vote de classe ? Cette question iconoclaste soulève une autre question. Doit-on baptiser vote de classe un vote qui correspond aux présupposés d'une idéologie politique ou simplement un vote particulièrement élevé d'un groupe social donné pour un parti politique donné.

De toutes manières, le fait que l'effondrement communiste profite à un parti d'extrême-droite et non à un parti de centre-gauche ou de centre-droit pousse à affirmer la pertinence d'un découpage tripartite, sinon quadripartite de l'espace politique. Il y a bien la persistance d'un vote ouvrier original, même si ce n'est plus le même parti qui en bénéficie. On voit par exemple que l'évolution du vote des employés n'a pas pris exactement la même voie même si ici aussi les pertes communistes et les gains frontistes sont très importants. Ici, le gain socialiste et la perte de la droite modérée sont eux aussi sensibles.

L'évolution du vote ouvrier ne peut être considérée comme conjoncturelle pour des raisons qui apparaissent à la lecture du tableau 3 où l'on a distingué deux cohortes, celles des électeurs nés entre 1939 et 1960, la génération d'après guerre et des trente glorieuses, et celles des électeurs nés entre 1961 et 1979, celle de la crise. La première cohorte, entre 1978 et 1997 ne modifie pas globalement son vote pour la droite modérée. En revanche la gauche perd 23 points tandis que le Front national réalise 20 % en 1997. La seconde cohorte, celle de la crise, ne vote à gauche en 1997 que dans la proportion de 48 %, huit points de moins que la génération précédente à la même date, mais le vote FN atteint le niveau très élevé de 35 %.

Si l'on compare les deux générations au même âge moyen, on mesure ce que l'évolution inter-générationnelle a fait subir comme bouleversement profond au vote ouvrier : 79 % des jeunes de 1978 votent à gauche contre seulement 48 % pour des jeunes de 1997. On assiste ainsi à la constitution avec le Front national d'une véritable parti ouvrier. On voit ainsi que seule une vision ternaire de l'espace politique permet de voir que le vote ouvrier demeure politiquement très typé.

La féminisation de plusieurs catégories socio-professionnelles et l'observation d'un vote pour le Front national plus faible en moyenne chez les femmes que chez les hommes incite à étudier de plus près ce phénomène : les femmes votent-elles toujours moins fréquemment pour le

Front national, quelle que soit la catégorie sociale à laquelle elles appartiennent, que les hommes ? (Tableau 4) C'est le cas des professions intermédiaires où la proportion des femmes est importante, notamment dans les professions de santé et les instituteurs. En revanche, ce n'est pas le cas chez les employés et surtout chez les ouvriers où le vote FN est même supérieur chez les femmes. Il est possible, nous y reviendrons, qu'il faille, pour aller plus loin dans l'étude de ce phénomène, prendre en compte à la fois le sexe, le niveau de diplôme, le degré de féminisation de la profession, le type de fonction exercée, le secteur d'activité.

L'évidence de la permanence d'un vote de classe est attestée par l'utilisation d'un indicateur de classe sociale subjective (tableau 5). On observe que le vote de gauche est le plus fort chez les électeurs qui estiment appartenir aux classes populaires ou faire partie des défavorisés. Il est en revanche minimum chez ceux qui estiment faire partie des gens aisés. Le phénomène est inverse pour la droite modérée.

Le clivage entre la gauche et la droite modérée demeure ainsi fortement structuré par la conscience de classe ou plus simplement par la manière dont les personnes évaluent leur position sur l'échelle sociale. De ce point de vue le vote en faveur du Front national s'apparente davantage au vote de gauche qu'au vote de droite à l'exception des personnes faisant partie des gens aisés qui votent fortement pour le FN. La croissance forte de l'électorat frontiste n'a donc pas diminué l'ampleur du vote de classe, bien au contraire, encore une fois à condition d'admettre la tripartition de l'espace politique. La droite modérée en perdant encore des soutiens dans les classes populaires se trouve en danger. C'est ainsi qu'elle vient de perdre les élections. On mesure ainsi à quel point la question de ses relations avec le Front national sera cruciale dans les années à venir.

Le poids du diplôme

Le référendum de Maastricht de 1992, en l'absence d'un véritable clivage gauche-droite du point de vue de l'offre politique, avait fait apparaître l'influence majeure du niveau de diplôme sur le vote. Le vote en faveur du oui s'accroissait régulièrement et fortement avec le niveau de diplôme des électeurs. De manière plus générale, il semble que le niveau de diplôme est pour les Français un élément qui structure leur propre perception de leur situation sociale comme le montre le tableau 6.

Ce phénomène est un phénomène majeur de notre société aujourd'hui. Il explique qu'en 1992, tandis que le clivage gauche-droite ne

structurait pas principalement le vote, se retrouvaient côte à côte parmi les partisans du non les agriculteurs et les ouvriers qui traditionnellement étaient les deux catégories les plus opposées sur l'échelle droite-gauche. Ceci peut expliquer pourquoi l'évolution électorale d'une partie des classes populaires en provenance du Parti communiste s'est faite en direction du Front national. En 1997 (tableau 7) le vote pour le Front national croît en raison inverse du niveau de diplôme, contrairement à la droite modérée et à la gauche. Le tableau 8 montre qu'en distinguant simplement les électeurs titulaires du baccalauréat et les autres, c'est chez ces derniers que la gauche comme la droite ont perdu le plus d'électeurs au bénéfice du Front national.

Une partie des électeurs ne possédant pas ce capital important qu'est aujourd'hui la possession d'un diplôme au moins égal au baccalauréat, venant de gauche ou de droite, se sont rejoints dans le vote FN pour exprimer leurs frustrations, leurs angoisses et le rejet des grands partis de gouvernements qui leurs paraissent ne plus représenter leurs intérêts.

Ce phénomène important a contribué au premier chef à l'affaiblissement du fondement social du clivage entre la gauche et la droite. Les grands partis sont ainsi confrontés à une difficulté cruciale. Ils ne parviennent plus comme par le passé à réunir des électorats socialement différents mais qui se retrouvaient dans une vision bipolaire de la société, celle qui opposait les patrons aux ouvriers, les catholiques aux incroyants.

Le tableau 9 montre d'ailleurs que le clivage sur l'Europe (ici la monnaie unique) qui est l'une des expressions de ce clivage plus profond qui oppose une France instruite et qui peut espérer tirer son épingle du jeu à une France démunie scolairement devant l'accélération du progrès technique et des mutations économiques. A l'avenir, nul doute que le niveau de diplôme devra être pris systématiquement en compte comme variable explicative des changements politiques et électoraux.

Gérard Grunberg *

* Directeur de recherche au Centre d'étude de la vie politique française (CNRS-FNSP).

Tableaux.

*Tableau 1 - Evolution du vote aux élections législatives entre 1978 et 1997
selon la profession (suffrages exprimés)*

Catégorie socio-professionnelle (Actifs)	Gauche 1997	Droite 1997	FN 1997	Ecart gauche 1997-1978	Ecart droite 1997-1978
agriculteur / farmer (33)*	31	63	6	+4	-10
profession indépendante / Petty bourgeoisie (49)	33	39	28	+1	-27
- artisan(22)	32	18	50	-12	-38
- petit comm. / shopkeeper(17)	31	56	13	0	-10
Cadre sup. et prof libérale / Higher salarial (146)	58	38	4	+7	-10
- profession libérale / higher grade professionnal (19)	33	56	11	+5	-14
- professeur / professor (50)	72	24	4	-4	0
-cadre adm sup.,ingénieur / administrator and official ,engineer (75)	51	45	4	+12	-16
Profession intermédiaire / Lower salarial (253)	58	30	12	-6	-4
- Profession de santé / health (41)	68	28	5	+8	-11
- cadre adm moyen / administrator and official (92)	45	33	22	-12	-7
- technicien / technician (56)	71	18	11	+3	-11
- instituteur / teacher (20)	74	26	0	+3	-3
-contremaître / supervisor of manual employees (44)	50	44	6	-15	+9
Employé / routine non manual (210)	59	25	16	-4	-11
- commerce (33)	70	24	6	+24	-30
- administration (179)	56	25	19	-11	-6
Ouvrier / working class (220)	52	21	27	-25	-2
- ouvrier qualifié / skilled (136)	55	19	27	-19	-7
- ouvrier non qualifié / unskilled (62)	46	24	30	-31	+1
Ensemble (912)	54	30	16	-4	-11

* les chiffres entre parenthèses correspondent aux effectifs en 1997. En 1978, les effectifs sont nettement plus nombreux.

Tableau 2 - Vote des ouvriers et des employés entre 1978 et 1997

actifs	PCF / Extrême-gauche			PS / DVG Ecologistes		
	1978	1997	écart	1978	1997	écart
employé / routine non manuel	28	8	-18	35	49	+13
ouvrier / working class	43	16	-27	34	36	+2

actifs	Droite modérée			Extrême-droite		
	1978	1997	écart	1978	1997	écart
employé / routine non manuel	36	25	-11	1	16	+15
ouvrier / working class	23	21	-2	0	27	+27

Tableau 3 - Evolution du vote ouvrier par cohorte 1978-1997

Ouvriers	1978	1997	Ecart
nés entre 1939 et 1960			
vote gauche+ecolo	79	56	-23
vote droite	21	24	+3
vote Front national		20	
nés entre 1961 et 1979			
vote gauche + écolo		48	
vote droite		17	
vote Front national		35	

Tableau 4 - Vote 1997 selon le sexe et la profession (actifs)

Profession	Homme			Femme		
	Gauche / écologues	Droite modérée	Front national	Gauche / écologues	Droite modérée	Front national
Prof.lib ; cadre sup, prof / higher salariat	58	39	3	57	39	8
Prof.interm / lower salariat	60	25	15	53	39	8
employé / routine non manuel	66	19	16	55	28	16
ouvrier / working class	55	19	26	42	26	33
Ensemble	55	28	17	53	33	14

Tableau 5 - Autoposition sur l'échelle sociale et vote 1997

	Gauche + écologiste	Droite modérée	Front national
Privilegiés	48	42	10
Gens aisés	27	51	22
Classe moyenne sup.	44	43	14

Classe moyenne inf.	49	37	14
Classe populaire	61	20	19
Défavorisés	57	17	26

Tableau 6 - Diplôme et autoposition sur l'échelle sociale 1997

Niveau de diplôme	Privilegié, aisé, classe moy sup.	classe moy inf., classe populaire, défavorisé	sans réponse
Primaire et sans	26	72	2
Primaire supérieur	35	64	1
Baccalauréat	51	49	0
Bac + 2	59	41	0
Supérieur à Bac+2	75	23	2
Ensemble	41	58	1

Tableau 7 - Niveau de diplôme et vote en 1997 chez les actifs

Niveau de diplôme	Gauche + écologistes	Droite modérée	Front national
Sans étude et primaire	49	29	22
Primaire supérieur	53	27	21
Baccalauréat	56	31	13
Bac + 2	59	32	9
Supérieur à Bac+2	60	38	2

Tableau 8 - Evolution du vote selon le diplôme entre 1978 et 1997 (actifs)

	Ecart gauche	Ecart droite	Ecart extr.droite
Diplôme inférieur au Baccalauréat	-6	-15	+21
Diplôme égal ou supérieur au Bac	-1	-6	+7

En 1978 la part des bacheliers représente 24 % de l'échantillon et 41 % en 1997

Tableau 9 - Attitudes à l'égard de la monnaie unique en 1997 selon le niveau de diplôme

Niveau de diplôme	Favorable à la monnaie unique	Hostile à la monnaie unique	Sans réponse
Sans diplôme et prim.	49	47	4
Primaire supérieur	55	42	3
Baccalauréat	70	28	2
Bac +2	75	22	3
Supérieur à Bac+2	81	18	1